29 SEPTEMBRE
EN GRÈVE POUR NOS SALAIRES

Depuis des années, nos organisations alertent sur le déclassement salarial des personnels d'éducation. Ces derniers mois, les personnels subissent de plein fouet les effets de l'inflation. Fins de mois difficiles, difficultés à payer l'essence pour les personnels effectuant de longs trajets... Face à cette situation, la réaction du gouvernement n'est pas suffisante ! Faisons entendre, par la grève et les manifestations, nos revendications pour de vraies augmentations de salaires !

Des mesures et des annonces insuffisantes

La hausse du point d'indice, concédée par le gouvernement fin juin, ne compense pas l'inflation, sans même parler du rattrapage de la dégradation salariale continue depuis 2010 ! Les annonces de Pap Ndiaye concernant le passage à 2000 euros en début de carrière sonne comme une nouvelle marque de mépris envers les milieu et fin de carrière, qui n'en bénéficieraient pas. Le gouvernement s'entête à vouloir exiger des contreparties en échange des augmentations, et notamment de la tranche de revalorisation au-dessus des 10% : c'est inacceptable ! Enfin, la part de l'indemnitaire risque de rester prépondérante : rappelons-le, cela n'entre pas dans les cotisations sociales : nous exigeons que les revalorisations soient des augmentations des indices !

U. F.S.U. — la cgt ÉDUC' ACTION — éducation Sud Union syndicale Solidaires

29 SEPTEMBRE
EN GRÈVE POUR NOS SALAIRES

AED et AESH toujours au bord du chemin

Les annonces ne concernent que les enseignant·es. Pourtant, toutes les catégories de personnels subissent les effets du gel du point d'indice et de l'inflation. En particulier, les personnels AED et AESH sont maintenus dans un état de précarité économique inacceptable. 90% des AESH sont ainsi sous le seuil de pauvreté, du fait des temps partiels imposés. Le ministère n'a même pas daigné modifier les premiers échelons de leur grille suite à la dernière revalorisation du SMIC. Stop au mépris !

Des inégalités hommes-femmes toujours aussi importantes

Les femmes représentent 73% des personnels de l'Éducation nationale mais le salaire net moyen des femmes demeure inférieur à celui des hommes de 15%. Les causes de ces écarts sont connues : moins de primes, d'heures supplémentaires et de missions supplémentaires du fait de la charge domestique accrue, temps partiels plus nombreux, retard pris sur l'avancement de carrière du fait des congés maternité et parentaux, promotion à des postes à responsabilités plus rares chez les femmes. Il faut des mesures d'urgence pour faire face aux inégalités salariales ! Les emplois précaires, dont les missions rendent compliquée l'articulation entre vie privée et vie professionnelle, augmentent. Ils offrent de faibles perspectives de carrière, sont peu rémunérés et sont la plupart du temps occupés par des femmes. C'est la réalité des AESH qui sont pour 93% des femmes.

Une rentrée scolaire sous le signe de la colère !

Les difficultés salariales ne sont pas les seuls motifs de colère pour les personnels de l'éducation. À travers tout le territoire, nous rencontrons les mêmes problèmes : postes non pourvus, classes trop chargées, manque de personnels… Face à cette situation, des établissements se mettent en grève, organisent des manifestations et des rassemblements. Nos syndicats les soutiennent pleinement, et encouragent les personnels à poursuivre et amplifier les mobilisations.

Nos organisations revendiquent

une augmentation du point d'indice assurant au moins le rattrapage de la baisse de salaires depuis le gel du point d'indice en 2010

•

une indexation des salaires sur l'inflation

•

une augmentation uniforme des salaires significative pour tous les personnels, et à travers l'ensemble de la carrière

Nous appelons les personnels à

se réunir en Assemblées générales intersyndicales pour définir les revendications et discuter des moyens d'action

•

se mettre massivement en grève le 29 septembre et à participer aux manifestations